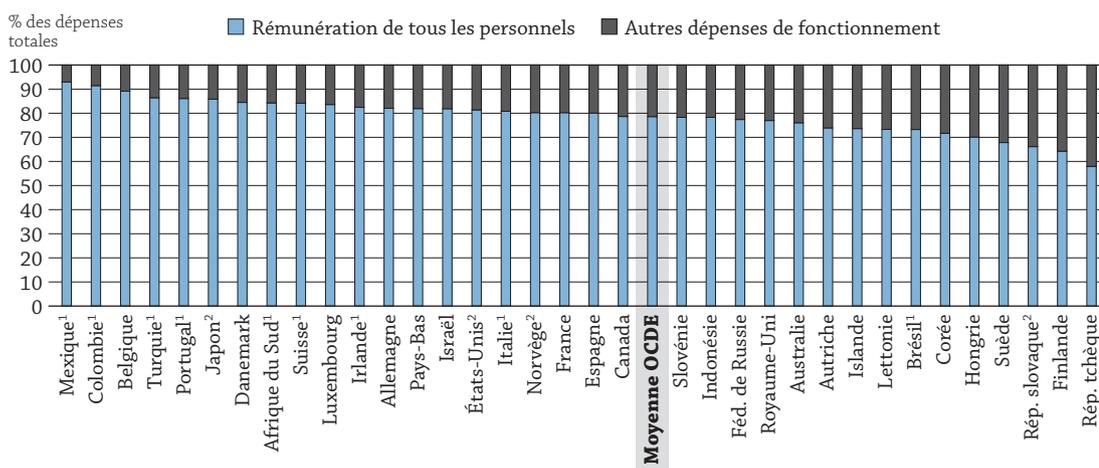


À QUELLES CATÉGORIES DE SERVICES ET DE RESSOURCES LES DÉPENSES D'ÉDUCATION SONT-ELLES AFFECTÉES ?

- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les dépenses de fonctionnement représentent environ 90 % des dépenses totales d'éducation, voire davantage, et ce tant dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire que dans l'enseignement tertiaire dans la plupart des pays de l'OCDE.
- Dans les deux tiers (24 sur 33) des pays de l'OCDE et des pays partenaires dont les données sont disponibles, le pourcentage des dépenses en capital dans les dépenses totales est plus élevé dans l'enseignement tertiaire que dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. Cette différence peut s'expliquer par la construction de nouvelles infrastructures imposée par l'expansion de l'enseignement tertiaire observée ces dernières années.
- Dans les pays de l'OCDE et les pays partenaires dont les données sont disponibles, la rémunération des personnels de l'éducation (enseignants et autres) est le poste le plus important des dépenses de fonctionnement.

Graphique B6.1. Répartition des dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2012)



1. Établissements publics uniquement.

2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part de la rémunération de tous les personnels dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire.

Source : OCDE. Tableau B6.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933284092>

■ Contexte

Les décisions prises en matière d'affectation des ressources ont un impact sur les conditions dans lesquelles l'enseignement est dispensé et peuvent influencer sur la nature de l'enseignement.

Lorsque des pressions plus fortes s'exercent sur le budget de l'éducation, la réduction des dépenses en capital (décider, par exemple, de ne pas construire de nouveaux établissements) et de certaines dépenses de fonctionnement (renoncer à l'achat de matériel pédagogique) permet certes de faire des économies, mais c'est la baisse des dépenses au titre de la rémunération des personnels qui a le plus grand impact sur les dépenses globales. Toutefois, la réduction des salaires et des avantages, ou celle du personnel enseignant et non enseignant sont mal perçues par l'opinion et peuvent même être contre-productives, car elles dissuadent les individus compétents de devenir ou de rester enseignants. De fait, pour rehausser la qualité des systèmes d'éducation, il faut non seulement rendre la gestion des moyens plus efficace, mais également améliorer la gestion des ressources humaines. Le report des dépenses, par exemple reporter le recrutement de nouveaux enseignants ou les revalorisations salariales, est une mesure temporaire en cas de pressions budgétaires.

Cet indicateur décrit les ressources et les services que finance le budget de l'éducation. Il montre la différence entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital. Les dépenses en capital peuvent subir l'influence de l'accroissement des effectifs, qui nécessite souvent la construction de nouveaux bâtiments. Cet indicateur étudie en détail la nature des dépenses de fonctionnement, notamment leur répartition entre la rémunération des personnels et d'autres postes. Les dépenses de fonctionnement dépendent en grande partie de la rémunération des enseignants (voir l'indicateur D3), mais aussi des régimes de retraite, de la pyramide des âges du corps enseignant et de l'importance des personnels de l'éducation autres que le personnel enseignant. En outre, les établissements d'enseignement proposent d'autres services en marge de leur mission principale, notamment la cantine, les transports scolaires, le logement et/ou des activités de recherche. Cet indicateur analyse l'ensemble de ces dépenses.

■ Autres faits marquants

- Dans la quasi-totalité des pays, sauf au Brésil et en Islande, c'est dans l'enseignement tertiaire que les postes de dépenses de fonctionnement autres que la rémunération du personnel sont les plus élevés : ils atteignent en moyenne 33 % des dépenses totales de fonctionnement dans les pays de l'OCDE. Ce pourcentage est supérieur ou égal à 40 % dans cinq des pays de l'OCDE et des pays partenaires à l'étude. Ces pourcentages élevés pourraient s'expliquer par le coût plus important des infrastructures et des équipements à ce niveau d'enseignement, par comparaison avec les niveaux inférieurs.
- Dans les pays de l'OCDE, en moyenne 21 % du budget de fonctionnement est consacré à des postes de dépenses autres que la rémunération des personnels de l'éducation dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. Dans la plupart des pays, la part des postes autres que la rémunération des personnels dans les dépenses de fonctionnement ne varie guère entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire. Cette différence représente toutefois plus de 5 points de pourcentage en Afrique du Sud, au Danemark, en République tchèque et en Turquie, et plus de 10 points de pourcentage en Indonésie, en Irlande et au Luxembourg.
- Dans la quasi-totalité des pays, sauf en Indonésie et en République tchèque dans l'enseignement tertiaire, la rémunération des personnels est le poste le plus important des dépenses de fonctionnement. Dans l'enseignement tertiaire, seuls le Brésil et l'Islande consacrent 80 % ou plus de leurs dépenses de fonctionnement à la rémunération des personnels ; dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, 19 pays en font autant.

Analyse

Dépenses en capital et dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement

Les dépenses d'éducation englobent les dépenses en capital et les dépenses de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement se rapportent aux dépenses au titre des ressources utilisées chaque année par les établissements dans le cadre de leurs activités. Elles incluent, entre autres, la rémunération des enseignants et des autres personnels, l'entretien des bâtiments, la cantine ou la location des bâtiments scolaires ou d'autres infrastructures. Les dépenses en capital des établissements d'enseignement sont les dépenses consacrées aux actifs dont la durée de vie est supérieure à un an. Elles comprennent, par exemple, les dépenses afférentes à la construction de bâtiments, à leur rénovation et aux grosses réparations.

L'importance des ressources humaines mobilisées par l'enseignement explique pourquoi les dépenses de fonctionnement représentent la part la plus élevée du budget global de l'éducation. Dans les pays de l'OCDE, les dépenses de fonctionnement représentent, en moyenne, quelque 90 % des dépenses totales, voire davantage, dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, ainsi que dans l'enseignement tertiaire, selon les chiffres de 2012. Les dépenses de fonctionnement absorbent plus de 78 % du budget total de chaque niveau d'enseignement dans chacun des pays de l'OCDE et des pays partenaires. Leur pourcentage varie entre 86 % (en Indonésie) et près de 98 % (en Autriche) dans l'enseignement primaire ; entre près de 86 % (au Portugal) et plus de 98 % (en Afrique du Sud et en Autriche) dans l'enseignement secondaire ; et entre 78 % (en Turquie) et 97 % (en Belgique) dans l'enseignement tertiaire (voir le graphique B6.2 et les tableaux B6.1 et B6.2).

Dans les pays de l'OCDE, la part moyenne des dépenses de fonctionnement varie peu entre les niveaux d'enseignement : une différence de 3 points de pourcentage s'observe entre l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (93.0 %) et l'enseignement tertiaire (90.0 %). Toutefois, on observe des différences relativement marquées entre les pays dans la part des dépenses de fonctionnement entre, d'une part, l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire et, d'autre part, l'enseignement tertiaire. Dans la plupart des pays, la part des dépenses de fonctionnement est plus élevée dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire que dans l'enseignement tertiaire. La Finlande, Israël, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède échappent à ce constat : la part des dépenses de fonctionnement y est plus élevée, dans une mesure comprise entre 1 et 4 points de pourcentage, dans l'enseignement tertiaire que dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. En revanche, la part des dépenses de fonctionnement dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire est plus élevée, dans une mesure supérieure ou égale à 5 points de pourcentage, que dans l'enseignement tertiaire en Australie, en Espagne, en Hongrie, en Indonésie, en Italie, en Lettonie, en Pologne, en République slovaque et en Turquie.

Les différences entre les pays tiennent vraisemblablement à la façon dont les niveaux d'enseignement sont organisés dans chaque pays, ainsi qu'à la mesure dans laquelle l'accroissement des effectifs nécessite la construction de nouveaux bâtiments, en particulier dans l'enseignement tertiaire. Dans l'enseignement tertiaire, les dépenses en capital représentent plus de 15 % en Indonésie (20.2 %), en Lettonie (18.4 %), en Pologne (18.4 %), en République slovaque (18.8 %) et en Turquie (22.0 %). La façon dont les pays déclarent les dépenses relatives aux bâtiments universitaires peut aussi expliquer des différences dans les parts des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital dans l'enseignement tertiaire. Ainsi, les établissements d'enseignement tertiaire peuvent être propriétaires des bâtiments et des terrains utilisés au titre de l'éducation, mais ils peuvent aussi les occuper gracieusement ou les louer ; le montant des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital dépend donc en partie du type de gestion immobilière en vigueur dans chaque pays (voir l'encadré B6.1 dans l'édition de 2012 de *Regards sur l'éducation* [OCDE, 2012]).

Répartition des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement se répartissent entre trois grandes catégories fonctionnelles : la rémunération des enseignants, la rémunération des autres personnels et les autres dépenses, qui incluent par exemple l'achat de matériel pédagogique et de fournitures scolaires, l'entretien des locaux, la cantine et la location d'infrastructures scolaires. Le budget alloué à chacun de ces postes de dépenses est en partie subordonné à l'évolution actuelle ou prévue des effectifs scolarisés, à la rémunération des personnels de l'éducation et aux coûts de construction et d'entretien des infrastructures scolaires. Les parts dévolues à chaque poste de dépenses n'évoluent guère d'année en année, mais des décisions ponctuelles peuvent influencer sur leur budget non seulement en valeur absolue, mais également en valeur relative.

Dans les pays de l'OCDE, la rémunération des enseignants dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire représente en moyenne plus de 62 % des dépenses de fonctionnement, la rémunération des autres personnels, plus de 15 %, et les autres dépenses, plus de 21 %. Dans les pays de l'OCDE, près de 40 %

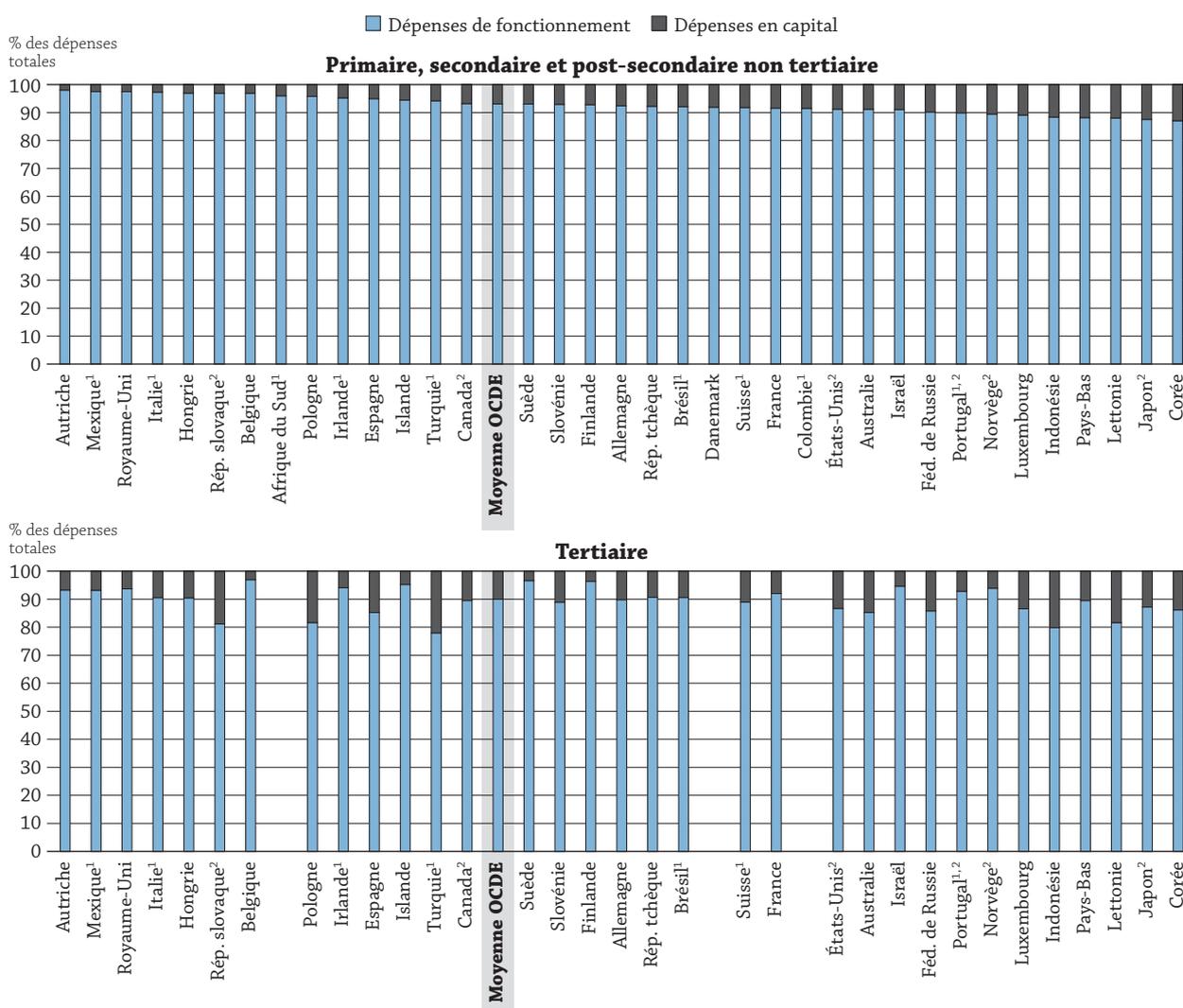
des dépenses de fonctionnement dans l'enseignement tertiaire sont consacrés à la rémunération des enseignants, car la rémunération des autres personnels (plus de 26 %) et les autres postes de dépenses (33 % environ) en absorbent des parts plus élevées.

La ventilation des dépenses de fonctionnement varie sensiblement entre d'une part, l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, et d'autre part, l'enseignement tertiaire. Dans l'ensemble des pays, la part consacrée à la rémunération des enseignants est, par exemple, plus élevée dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire que dans l'enseignement tertiaire.

Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, les autres dépenses de fonctionnement ne dépassent 30 % que dans quatre pays, à savoir en Finlande (35.7 %), en République slovaque (33.9 %), en République tchèque (42.0 %) et en Suède (32.2 %). Par contraste, dans l'enseignement tertiaire, elles sont supérieures à 30 % dans plus de la moitié des pays de l'OCDE dont les données sont disponibles et ne sont inférieures à 20 % que dans deux pays, en l'occurrence au Brésil (18.9 %) et en Islande (17.4 %).

Graphique B6.2. Répartition des dépenses en capital et de fonctionnement au titre des établissements d'enseignement (2012)

Par catégorie de ressources et niveau d'enseignement



1. Établissements publics uniquement (à l'exception de l'enseignement tertiaire pour l'Italie).

2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des dépenses de fonctionnement dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire.

Source : OCDE. Tableau B6.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933284103>

La variation de la part des dépenses de fonctionnement hors rémunération des personnels entre les niveaux d'enseignement reflète les différences dans la taille des services administratifs (la dotation en personnel ou l'équipement à la disposition du personnel) entre ces niveaux. Selon toute vraisemblance, le coût des infrastructures et de l'équipement est plus élevé dans l'enseignement tertiaire que dans les autres niveaux d'enseignement. Par ailleurs, la variation de la part de la rémunération des autres personnels entre les pays s'explique vraisemblablement par la mesure dans laquelle les chefs d'établissement, les conseillers d'orientation, les chauffeurs de cars scolaires, les infirmières scolaires, les concierges et le personnel d'entretien sont inclus dans la catégorie du « personnel non enseignant » (voir l'indicateur D2). Dans l'enseignement tertiaire, la rémunération du personnel responsable des activités de recherche et développement peut également expliquer en partie la variation, entre les pays et entre les niveaux d'enseignement, de la part que représente la rémunération des autres personnels dans les dépenses de fonctionnement.

Définitions

Les **dépenses en capital** sont les dépenses consacrées aux actifs dont la durée de vie est supérieure à un an et comprennent les dépenses relatives à la construction de locaux, à leur rénovation et aux grosses réparations, ainsi que les dépenses liées à l'acquisition de nouveaux équipements ou au remplacement des équipements existants. Les dépenses en capital rapportées ici représentent la valeur du capital acquis ou créé au cours de l'année considérée – soit la valeur du capital constitué –, que ces dépenses aient été financées par des recettes courantes ou au moyen d'emprunts. Ni les dépenses de fonctionnement, ni les dépenses en capital ne tiennent compte des dépenses afférentes au service de la dette.

Les **dépenses de fonctionnement** sont les dépenses afférentes aux biens et aux services utilisés pendant l'année en cours qui doivent être effectuées de manière récurrente pour fournir les services d'éducation. Les dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement autres que celles afférentes à la rémunération des personnels comprennent les dépenses liées aux services sous-traités, comme les services de maintenance (l'entretien des locaux scolaires, par exemple), les services auxiliaires (la cantine, par exemple) et la location des bâtiments scolaires et autres. Ces services sont fournis par des prestataires extérieurs, contrairement aux services fournis par les autorités responsables de l'éducation ou par les établissements et leur propre personnel.

Méthodologie

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2012 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2014 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les dépenses se rapportent aux établissements d'enseignement publics ou, si ces données sont disponibles, aux établissements d'enseignement publics et privés.

Note concernant les données d'Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Référence

OCDE (2012), *Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2012-fr>.

Tableaux de l'indicateur B6

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933285627>

Tableau B6.1 Dépenses des établissements d'enseignement primaire et secondaire, par catégorie de ressources (2012)

Tableau B6.2 Dépenses des établissements d'enseignement, par catégorie de ressources et niveau d'enseignement (2012)

Date butoir pour les données : 23 octobre 2015. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne sur : <http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>.

Tableau B6.1. **Dépenses des établissements d'enseignement primaire et secondaire, par catégorie de ressources (2012)**

Répartition des dépenses publiques et privées totales et de fonctionnement des établissements d'enseignement

B6

	Primaire						Secondaire					
	Pourcentage des dépenses totales		Pourcentage des dépenses de fonctionnement				Pourcentage des dépenses totales		Pourcentage des dépenses de fonctionnement			
	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Rémunération des enseignants	Rémunération des autres personnels	Rémunération de tous les personnels	Autres dépenses de fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Rémunération des enseignants	Rémunération des autres personnels	Rémunération de tous les personnels	Autres dépenses de fonctionnement
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
OCDE												
Australie	91.3	8.7	62.9	15.3	78.2	21.8	90.8	9.2	x(11)	x(11)	75.0	25.0
Autriche	97.8	2.2	62.0	13.3	75.3	24.7	98.1	1.9	66.9	6.9	73.8	26.2
Belgique ¹	95.2	4.8	67.5	21.6	89.1	10.9	97.8	2.2	71.3	17.9	89.2	10.8
Canada ^{1, 2}	93.2	6.8	63.7	15.0	78.6	21.4	93.2	6.8	63.7	15.0	78.6	21.4
Chili	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
République tchèque	90.1	9.9	43.8	18.8	62.6	37.4	93.0	7.0	43.5	12.7	56.2	43.8
Danemark	90.1	9.9	68.3	19.2	87.4	12.6	93.4	6.6	65.1	16.9	82.0	18.0
Estonie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Finlande ¹	93.1	6.9	54.5	10.4	64.8	35.2	92.6	7.4	50.6	13.4	64.0	36.0
France	91.6	8.4	56.3	21.3	77.6	22.4	91.5	8.5	57.9	23.6	81.5	18.5
Allemagne	93.7	6.3	x(5)	x(5)	82.2	17.8	92.0	8.0	x(11)	x(11)	82.7	17.3
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	96.9	3.1	x(5)	x(5)	70.5	29.5	97.0	3.0	x(11)	x(11)	70.4	29.6
Islande	94.9	5.1	x(5)	x(5)	74.1	25.9	93.8	6.2	x(11)	x(11)	73.2	26.8
Irlande ³	94.6	5.4	71.6	18.5	90.1	9.9	95.6	4.4	63.9	15.1	79.1	20.9
Israël	90.0	10.0	x(5)	x(5)	83.7	16.3	92.5	7.5	x(11)	x(11)	79.4	20.6
Italie ³	96.4	3.6	62.0	21.0	83.0	17.0	97.9	2.1	61.9	19.8	81.7	18.3
Japon ¹	86.9	13.1	x(5)	x(5)	85.8	14.2	88.0	12.0	x(11)	x(11)	85.9	14.1
Corée	87.1	12.9	56.3	15.2	71.5	28.5	87.0	13.0	56.0	15.8	71.8	28.2
Luxembourg	86.5	13.5	71.8	5.6	77.4	22.6	91.0	9.0	77.1	11.1	88.2	11.8
Mexique ³	97.5	2.5	86.4	8.2	94.6	5.4	97.4	2.6	75.3	15.7	91.1	8.9
Pays-Bas	88.3	11.7	x(5)	x(5)	82.5	17.5	88.0	12.0	x(11)	x(11)	81.6	18.4
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Norvège ¹	90.3	9.7	x(5)	x(5)	80.6	19.4	88.7	11.3	x(11)	x(11)	80.0	20.0
Pologne	94.7	5.3	x(1)	x(1)	x(1)	x(1)	96.6	3.4	x(7)	x(7)	x(7)	x(7)
Portugal ^{1, 3}	96.1	3.9	x(5)	x(5)	87.3	12.7	85.7	14.3	x(11)	x(11)	85.2	14.8
République slovaque ¹	96.3	3.7	49.7	13.3	63.0	37.0	97.2	2.8	54.1	13.5	67.5	32.5
Slovénie ¹	93.1	6.9	x(5)	x(5)	80.4	19.6	92.8	7.2	x(11)	x(11)	76.4	23.6
Espagne ¹	95.0	5.0	67.6	10.4	78.0	22.0	94.9	5.1	72.6	9.0	81.6	18.4
Suède	93.4	6.6	52.9	16.6	69.5	30.5	92.7	7.3	51.1	15.3	66.4	33.6
Suisse ^{1, 3}	90.3	9.7	66.0	17.0	82.9	17.1	92.9	7.1	73.0	12.1	85.1	14.9
Turquie ³	95.4	4.6	x(5)	x(5)	90.3	9.7	93.5	6.5	x(11)	x(11)	84.4	15.6
Royaume-Uni	97.2	2.8	68.8	9.5	78.4	21.6	97.6	2.4	65.1	10.8	75.9	24.1
États-Unis	91.2	8.8	54.6	26.8	81.4	18.6	91.2	8.8	54.6	26.7	81.4	18.6
Moyenne OCDE	92.9	7.1	62.5	15.6	79.3	20.7	93.2	6.8	62.4	15.1	78.2	21.8
Moyenne UE21	93.7	6.3	61.3	15.3	77.7	22.3	94.0	6.0	61.6	14.3	76.9	23.1
Partenaires												
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil ²	91.4	8.6	x(5)	x(5)	72.9	27.1	92.5	7.5	x(11)	x(11)	73.5	26.5
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ^{3, 4}	91.5	8.5	81.7	9.7	91.5	8.5	91.5	8.5	81.7	9.7	91.5	8.5
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ⁴	86.0	14.0	x(5)	x(5)	84.6	15.4	92.1	7.9	x(11)	x(11)	68.6	31.4
Lettonie	87.9	12.1	x(5)	x(5)	74.8	25.2	88.1	11.9	x(11)	x(11)	72.2	27.8
Fédération de Russie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud ³	94.1	5.9	77.4	4.6	82.0	18.0	98.6	1.4	82.6	4.6	87.2	12.8
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

2. Année de référence : 2011.

3. Établissements publics uniquement.

4. Année de référence : 2013.

Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933285635>

Tableau B6.2. Dépenses des établissements d'enseignement, par catégorie de ressources et niveau d'enseignement (2012)
Répartition des dépenses publiques et privées totales et de fonctionnement des établissements d'enseignement

	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire						Tertiaire					
	Pourcentage des dépenses totales		Pourcentage des dépenses de fonctionnement				Pourcentage des dépenses totales		Pourcentage des dépenses de fonctionnement			
	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Rémunération des enseignants	Rémunération des autres personnels	Rémunération de tous les personnels	Autres dépenses de fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Rémunération des enseignants	Rémunération des autres personnels	Rémunération de tous les personnels	Autres dépenses de fonctionnement
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
OCDE												
Australie	91.2	8.8	x(5)	x(5)	76.0	24.0	85.2	14.8	x(11)	x(11)	62.4	37.6
Autriche	98.0	2.0	65.2	8.7	73.9	26.1	93.3	6.7	59.8	5.0	64.9	35.1
Belgique	96.9	3.1	69.9	19.2	89.1	10.9	97.0	3.0	49.0	28.4	77.4	22.6
Canada ^{1, 2}	93.2	6.8	63.7	15.0	78.6	21.4	89.5	10.5	38.2	28.3	66.5	33.5
Chili	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
République tchèque	92.2	7.8	43.6	14.4	58.0	42.0	90.6	9.4	25.2	15.4	40.6	59.4
Danemark	91.9	8.1	66.6	17.9	84.5	15.5	m	m	m	m	m	m
Estonie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Finlande	92.8	7.2	51.9	12.4	64.3	35.7	96.4	3.6	33.8	28.9	62.7	37.3
France	91.6	8.4	57.3	22.9	80.2	19.8	92.0	8.0	39.7	38.6	78.4	21.6
Allemagne	92.4	7.6	x(5)	x(5)	82.1	17.9	89.8	10.2	x(11)	x(11)	66.7	33.3
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	96.9	3.1	x(5)	x(5)	70.1	29.9	90.5	9.5	x(11)	x(11)	60.5	39.5
Islande	94.4	5.6	x(5)	x(5)	73.6	26.4	95.3	4.7	x(11)	x(11)	82.6	17.4
Irlande ³	95.2	4.8	65.8	16.6	82.4	17.6	94.1	5.9	43.2	28.6	71.9	28.1
Israël	91.0	9.0	x(5)	x(5)	81.9	18.1	94.6	5.4	x(11)	x(11)	70.9	29.1
Italie ^{3, 4}	97.3	2.7	60.5	20.4	80.8	19.2	90.5	9.5	33.3	29.5	62.9	37.1
Japon ²	87.5	12.5	x(5)	x(5)	85.8	14.2	87.2	12.8	x(11)	x(11)	59.6	40.4
Corée	87.0	13.0	56.1	15.6	71.7	28.3	86.2	13.8	34.9	19.5	54.4	45.6
Luxembourg ³	89.1	10.9	74.8	8.8	83.6	16.4	86.6	13.4	16.5	50.0	66.4	33.6
Mexique ³	97.5	2.5	81.1	11.8	92.9	7.1	93.2	6.8	61.7	15.3	77.0	23.0
Pays-Bas	88.1	11.9	x(5)	x(5)	81.9	18.1	89.5	10.5	x(11)	x(11)	70.3	29.7
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Norvège ²	89.4	10.6	x(5)	x(5)	80.2	19.8	93.9	6.1	x(11)	x(11)	68.1	31.9
Pologne	95.7	4.3	x(1)	x(1)	x(1)	x(1)	81.6	18.4	x(11)	x(11)	75.7	24.3
Portugal ^{2, 3}	89.8	10.2	x(5)	x(5)	86.1	13.9	92.8	7.2	x(11)	x(11)	70.8	29.2
République slovaque ²	96.9	3.1	52.7	13.4	66.1	33.9	81.2	18.8	31.5	22.2	53.7	46.3
Slovénie	92.9	7.1	x(5)	x(5)	78.3	21.7	88.9	11.1	x(11)	x(11)	72.9	27.1
Espagne	94.9	5.1	70.5	9.6	80.0	20.0	85.2	14.8	54.1	21.4	75.5	24.5
Suède	93.0	7.0	52.0	15.8	67.8	32.2	96.6	3.4	x(11)	x(11)	64.3	35.7
Suisse ³	91.8	8.2	69.9	14.2	84.2	15.8	88.9	11.1	49.4	27.3	76.7	23.3
Turquie ³	94.2	5.8	x(5)	x(5)	86.4	13.6	78.0	22.0	x(11)	x(11)	62.4	37.6
Royaume-Uni	97.4	2.6	66.7	10.3	77.0	23.0	93.7	6.3	35.6	28.1	63.6	36.4
États-Unis ²	91.2	8.8	54.6	26.7	81.4	18.6	86.7	13.3	29.4	35.4	64.8	35.2
Moyenne OCDE	93.0	7.0	62.4	15.2	78.6	21.4	90.0	10.0	39.7	26.4	67.1	32.9
Moyenne UE21	93.8	6.2	61.4	14.6	77.0	23.0	90.6	9.4	38.3	26.9	66.6	33.4
Partenaires												
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Bésil ³	92.1	7.9	x(5)	x(5)	73.2	26.8	90.6	9.4	x(11)	x(11)	81.1	18.9
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ^{3, 5}	91.5	8.5	81.7	9.7	91.5	8.5	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ⁵	88.3	11.7	x(5)	x(5)	78.3	21.7	79.8	20.2	x(11)	x(11)	31.2	68.8
Lettonie	88.0	12.0	x(5)	x(5)	73.3	26.7	81.6	18.4	x(11)	x(11)	64.7	35.3
Fédération de Russie	90.2	9.8	x(5)	x(5)	77.4	22.6	85.8	14.2	x(11)	x(11)	62.9	37.1
Arabie saoudite ^{3, 5}	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud ³	96.0	4.0	79.7	4.6	84.3	15.7	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Année de référence : 2011.

2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

3. Établissements publics uniquement (à l'exception de l'enseignement tertiaire pour l'Italie et le Royaume-Uni ; enseignement tertiaire uniquement pour le Luxembourg).

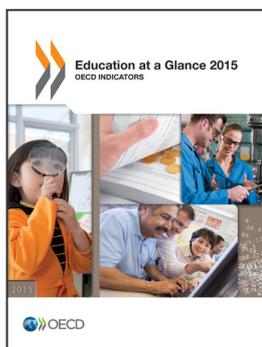
4. À l'exclusion des programmes de l'enseignement tertiaire de cycle court.

5. Année de référence : 2013.

 Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933285646>



Extrait de :
Education at a Glance 2015
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2015-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Indicateur B6 À quelles catégories de services et de ressources les dépenses d'éducation sont-elles affectées? », dans *Education at a Glance 2015 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2015-22-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.